

L'OTAN : VECTEUR D'INTEGRATION EUROPEENNE

A la veille du sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord qui accueillera la nouvelle équipe gouvernementale française, il paraît utile de rappeler certaines réalités en espérant que les actions futures soient prises avec cohérence et responsabilité

F. Hollande, qui a rappelé De Gaulle, suivra son programme mais qu'il se souvienne aussi qu'il a proposé en Allemagne de remettre les choses sur la table. En dehors de l'autonomie nucléaire et d'un deuil certainement non fait, sortir du commandement intégré de l'OTAN était certainement aussi un alibi pour reprendre son autonomie et un certain contrôle sans avoir l'impression d'avoir une armée étrangère, même amie, sur notre territoire empêchant de croire que l'on pouvait se défendre seuls. Nous n'en sommes plus là et les réalités ont changé.

Par François CHARLES*

Le commandement militaire intégré n'existe plus mais sont désormais élaborés des plans de défense. Le commandement allié des opérations est situé aux Etats-Unis et en Europe avec toujours quelques postes en France. L'OTAN dispose d'un Budget

d'un budget militaire de 170 Mns d'euros réparti pour 2/3 en fonctionnement et 1/3 en investissement dont nous sommes le 4ème contributeur.

L'OTAN dirige actuellement en Afghanistan, sous mandat de l'ONU, la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS) avec un fort contingent français. Mais l'OTAN dispose aussi d'un budget civil, conduit des programmes industriels et assure leur logistique avec une prochaine nouvelle organisation. Nos entreprises sont éligibles aux marchés et ont même un certain dû en terme de juste retour du financement français.

L'intégration totale de la France lui permet de profiter pleinement du juste retour de son financement. Mais elle lui donne surtout l'occasion de mieux faire entendre sa voix pour équilibrer les relations transatlantiques à l'heure où certains pays européens de l'Est privilégient encore la relation directe avec les Etats-Unis car n'ont toujours pas encore confiance, depuis 1938, dans une défense européenne et française.

L'OTAN peut être considéré comme un véritable vecteur d'intégration européen avec une capacité de travailler entre européens de façon plus détachée à la

construction d'une base de défense dont le périmètre est très voisin avec celui de l'OTAN, mais dont il convient sans doute d'élaborer certains sous-groupes. Nous avons réussi à faire valoir cette identité complémentaire européenne face aux Etats Unis pour le négociation du programme ACCS. Nous pouvons aussi mieux faire valoir le côté face de l'article 5 du traité que les Etats-Unis voient souvent à sens unique.

Tout en restant intégrée, la France peut aussi décider de dire non et retirer ses troupes avec responsabilité et intelligence vis-à-vis de nos alliés mais après en avoir établi un bilan pour sevrer ce pays à ses réalités, lui qui n'a jamais été conquis durablement par les britanniques, ni par les russes.

Pourquoi ne pas revendiquer également l'élaboration d'un Centre de simulation opérationnelle sur le sol européen pour valoriser l'utilisation, l'emploi et l'interopérabilité des matériels comme de leur logistique et leur maintien en condition opérationnelle

*ancien membre du Service des affaires industrielles de la DGA, en charge notamment des affaires OTAN, conseil en stratégie et management, doctorant en économie sur la logistique militaire européenne